

Conseil d'administration

335^e session, Genève, 14-28 mars 2019

GB.335/INS/14(Rev.)

Section institutionnelle

INS

Date: 27 février 2019

Original: anglais

QUATORZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

Objet du document

Le présent document contient des informations sur lesquelles le Directeur général souhaite appeler l'attention du Conseil d'administration en ce qui concerne la composition de l'Organisation, les progrès de la législation internationale du travail, l'administration interne, ainsi que les publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières.

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat/élément transversal déterminant: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS).

Documents connexes: Aucun.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Composition de l'Organisation	1
II. Progrès de la législation internationale du travail	1
III. Administration interne	3
IV. Publications et documents.....	4
Projet de résultat.....	9

I. Composition de l'Organisation

1. Par une note verbale datée du 15 février 2019 et reçue le 20 février 2019, la mission permanente de l'Etat Membre jusqu'ici connu sous l'appellation d'«ex-République yougoslave de Macédoine» a informé le Bureau que, suite à l'entrée en vigueur de l'accord de Prespes signé avec la Grèce le 17 juin 2018, le nom constitutionnel du pays serait désormais la «Macédoine du Nord».

II. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications de conventions

2. Depuis les informations soumises à la 334^e session du Conseil d'administration, et couvrant la période jusqu'au 17 janvier 2019, le Directeur général a enregistré les **13** ratifications suivantes des conventions internationales du travail, ainsi que la ratification par trois Etats Membres du protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930.

Bosnie-Herzégovine

Ratification enregistrée le 9 août 2018:

Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Gambie

Ratification enregistrée le 9 novembre 2018:

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

Grenade

Ratifications enregistrées le 12 novembre 2018:

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Israël

Ratification enregistrée le 11 octobre 2018:

Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Mexique

Ratification enregistrée le 23 novembre 2018:

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Namibie

Ratifications enregistrées le 20 septembre 2018:

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Pérou

Ratification enregistrée le 26 novembre 2018:

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Royaume-Uni

Ratification enregistrée le 11 janvier 2019:

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Fédération de Russie

Ratification enregistrée le 29 octobre 2018:

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Ratification enregistrée le 17 janvier 2019:

Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Samoa

Ratification enregistrée le 5 décembre 2018:

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Sénégal

Ratification enregistrée le 21 septembre 2018:

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Déclaration concernant l'application de conventions à des territoires non métropolitains (article 35 de la Constitution)

3. Le Directeur général a enregistré la déclaration suivante concernant l'application d'une convention internationale du travail au territoire non métropolitain suivant:

Danemark

Déclaration enregistrée le 10 décembre 2018:

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Applicable sans modification: Groenland

Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986

4. Depuis la préparation du document présenté à la 334^e session (octobre-novembre 2018) du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu la ratification suivante de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986:

Panama	ratification	18 janvier 2019
--------	--------------	-----------------

5. Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève désormais à **109**, y compris deux qui émanent d'Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable. Par conséquent, au 21 janvier 2019, il manquait 16 ratifications/acceptations d'Etats Membres, dont trois d'Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable, pour que l'instrument entre en vigueur¹.

III. Administration interne

6. L'article 4.2 *d*) du Statut du personnel dispose:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées. [...]

¹ Conformément aux dispositions de l'article 36 de la Constitution de l'OIT, les amendements à la Constitution de l'OIT entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par les deux tiers des Etats Membres, dont au moins cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. L'Organisation comptant actuellement 187 Etats Membres, l'Instrument d'amendement de 1986 doit être ratifié ou accepté par 125 d'entre eux.

7. Au vu de ce qui précède, les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. François Murangira (Rwanda)

Nommé directeur de l'Equipe d'appui technique au travail décent pour l'Afrique centrale et du Bureau de pays de l'OIT pour le Cameroun, Sao Tomé-et-Principe et la Guinée équatoriale (ETD/BP-Yaoundé), à compter du 1^{er} janvier 2019. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2008.

M. George Okutho (Ouganda)

Nommé directeur du Bureau de pays de l'OIT pour la Zambie, le Malawi et le Mozambique (BP-Lusaka), à compter du 1^{er} janvier 2019. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2008.

M^{me} Vera Lucia Paquete-Perdigao (Guinée-Bissau)

Nommée directrice de l'Equipe d'appui technique au travail décent pour l'Afrique occidentale et du Bureau de pays pour le Sénégal, Cabo Verde, la Gambie, la Guinée et la Guinée-Bissau (ETD/BP-Dakar), à compter du 1^{er} janvier 2019. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2015.

IV. Publications et documents

8. Les rapports et les documents concernant les réunions officielles du BIT sont disponibles sur les pages Web des réunions concernées.

[Conférence internationale du Travail](#)

[Réunions régionales](#)

[Programme des réunions sectorielles](#)

9. Les publications périodiques suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées depuis la 332^e session (mars 2018) du Conseil d'administration:

Revue internationale du Travail, vol. 157 (2018), n^{os} 1 à 4 (anglais et français); et vol. 137, n^{os} 1 à 4 (espagnol)

10. Les ouvrages en anglais, en français et en espagnol ci-après ont été publiés à la vente, ou sont sous presse, depuis la 332^e session (mars 2018) du Conseil d'administration.

Anglais

Care jobs and the care economy for the future of work (Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent (résumé analytique))

Collective agreements: Extending labour protection

Digital labour platforms and the future of work: Towards decent work in the online world (Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail (résumé analytique))

Global Wage Report 2018/19: What lies behind gender pay gaps (Rapport mondial sur les salaires 2018/19: Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes? (résumé analytique))

Industrial relations in emerging economies: The quest for inclusive development

Judgments of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, 125th Session (October 2017/January 2018)

Judgments of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, 126th Session (April/June 2018)

Reducing inequalities in Europe: How industrial relations and labour policies can close the gap

Safety and health in opencast mines

The impact of HIV and AIDS on the world of work: Global estimates (L'impact du VIH et du sida sur le monde du travail: estimations mondiales (résumé analytique))

Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture

World Employment and Social Outlook 2018: Greening with jobs

World Employment and Social Outlook: Trends 2018

Français

Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2018

Emplois et questions sociales dans le monde 2018: Une économie verte et créatrice d'emplois

Investir dans les compétences pour un commerce inclusif

La sécurité et la santé dans les mines à ciel ouvert

Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable

Espagnol

Informe Mundial sobre la Protección Social 2017-19: La protección social universal para alcanzar los Objetivos de Desarrollo Sostenible

Invertir en Competencias para el Comercio Inclusivo (Investir dans les compétences pour favoriser le commerce inclusif (résumé analytique))

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo 2018: Sostenibilidad medioambiental con empleo

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2018

Seguridad y salud en las minas a cielo abierto

11. Des rapports phares ont été publiés dans les langues suivantes en plus des trois langues de travail de l'OIT:

Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2018 (en vietnamien)

Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable (en russe)

12. D'autres publications gratuites dans les langues officielles ou non peuvent être trouvées sur les pages Web des départements techniques et des bureaux extérieurs.

Accords de licence passés avec des éditeurs et des distributeurs commerciaux ou à but non lucratif

13. Afin d'accroître l'influence des produits du savoir du BIT et d'atteindre un public diversifié partout dans le monde, l'Unité de la publication (PUBL) du Département de la communication et de l'information du public (DCOMM) collabore étroitement avec des éditeurs et des partenaires extérieurs pour faire paraître des traductions, des coéditions et d'autres éditions sous licence. Ces ouvrages sont publiés en version papier ou électronique, à des fins commerciales ou pour distribution gratuite.
14. Les accords de licence ci-après ont été conclus depuis la 332^e session (mars 2018) du Conseil d'administration:

Titre	Editeur/organisme
Traductions	
<i>Rapports phares du BIT</i>	
<i>Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable</i> (en chinois)	China Association of Social Security, Chine
<i>Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2018</i> (en chinois)	China Financial and Economic Publishing House, Chine
<i>Emplois et questions sociales dans le monde 2018: Une économie verte et créatrice d'emplois</i> (en chinois)	"
<i>Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2018</i> (en japonais)	Ittosha Incorporated, Japon
<i>Emplois et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois</i> (en japonais)	"
<i>Rapport mondial sur les salaires 2018/19: Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes?</i> (en portugais)	Comissão para a Igualdade no Trabalho e no Emprego (CITE), ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Portugal

Titre	Editeur/organisme
Guides, manuels et autres publications	
<i>Digital labour platforms and the future of work: Towards decent work in the online world</i> (en chinois)	Chinese Academy of Labour and Social Security, Chine
<i>Occupational safety and health in public health emergencies: A manual for protecting health workers and responders</i> (en chinois)	Chinese Academy of Medical Science/Peking, Union Medical College, Chine
<i>Liberté syndicale – Compilation des décisions du Comité de la liberté syndicale, sixième édition, 2018</i> (en coréen)	Korea Labor Institute, République de Corée
<i>ILO Toolkit for quality apprenticeships – Volume I: Guide for policy makers</i> (en mongol)	Fédération des employeurs de Mongolie (MONEF), Mongolie
<i>Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant, 1966, et Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant du supérieur, 1997</i> (en birman)	Confédération syndicale internationale (CSI), Myanmar
<i>Improving the safety and health of young workers – World Day for Safety and Health at Work, 28 April 2018</i> (en polonais)	Institut central de protection des travailleurs (CIOP), Pologne
<i>Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 86^e session, Genève, 18 juin 1998 (Annexe révisée le 15 juin 2010)</i> (en polonais)	Ministère de la Famille, du Travail et de la Politique sociale, Pologne
<i>Ergonomic checkpoints – Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions, deuxième édition</i> (en portugais)	FUNDACENTRO, Brésil
<i>Digital labour platforms and the future of work: Towards decent work in the online world</i> (en portugais)	Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Portugal
<i>Improving the safety and health of young workers – World Day for Safety and Health at Work, 28 April 2018</i> (en portugais)	"
<i>Dialogue social et tripartisme. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique du dialogue social et du tripartisme, au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, rapport VI, Conférence internationale du Travail, 107^e session, 2018</i> (en portugais)	"
<i>Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable</i> (en portugais)	"
<i>Rapport initial pour la Commission mondiale sur l'avenir du travail</i> (en portugais)	"

Titre	Editeur/organisme
<i>Emploi et travail décent dans les situations de fragilité, de conflit et de catastrophe – Guide</i> (en portugais)	Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Portugal
<i>La microfinance pour le travail décent – Améliorer l’impact de la microfinance: Données recueillies par un programme d’action-recherche</i> (en portugais)	"
<i>Illustrated guidelines for gender-responsive employment intensive investment programmes</i> (en portugais)	"
<i>Understanding the drivers of rural vulnerability – Towards building resilience, promoting socio-economic empowerment and enhancing the socio-economic inclusion of vulnerable, disadvantaged and marginalized populations for an effective promotion of Decent Work in rural economies</i> (en portugais)	"
<i>Mettre fin à la violence et au harcèlement dans le monde du travail, rapport V(2), Conférence internationale du Travail, 107^e session, 2018</i> (en portugais)	Comissão para a Igualdade no Trabalho e no Emprego (CITE), ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Portugal
<i>Enregistrement et déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles – Recueil de directives pratiques du BIT</i> (en turc)	Occupational Physicians Society (Isyeri Hekimleri Dernegi), Turquie
<i>Principes techniques et éthiques de la surveillance de la santé des travailleurs: Principes directeurs, Série sécurité, hygiène et médecine du travail n° 72</i> (en turc)	"
<i>Higher productivity and a better place to work: Practical ideas for owners and managers of small and medium-sized industrial enterprises – Action manual</i> (en vietnamien)	Ministère de la Science et de la Technologie, Viet Nam
<i>Higher productivity and a better place to work. Trainer’s manual. Practical ideas for owners and managers of small and medium-sized industrial enterprises</i> (en vietnamien)	"

Coéditions

Les ouvrages ci-après ont été publiés en collaboration avec des partenaires externes, généralement commerciaux. Ils sont diffusés à la fois par les chaînes de distribution du BIT et par celles de ces partenaires:

<i>The International Labour Organization – 100 years of global social policy</i> (en anglais)	De Gruyter, Allemagne
<i>Towards convergence in Europe: Institutions, labour and industrial relations</i> (en anglais)	Edward Elgar Publishing Ltd., Royaume-Uni

Titre	Editeur/organisme
<i>Informality and poverty in Zambia: Findings from the 2015 living standards and monitoring survey</i> (en anglais)	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France
<i>Analyse du système de protection sociale au Togo à travers le processus SPPOT: Vers un socle national de protection sociale, Rapport Pays SPPOT</i> (en français)	"
<i>Taking a whole of government approach for skills development</i> (en anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), France
<i>Building partnerships for effectively managing labour migration: Lessons from Asian countries</i> (en anglais)	Asian Development Bank Institute, Japon, et OCDE, France
<i>Handbook for Parliamentarians on forced labour</i> (en anglais)	Union interparlementaire, Suisse

Le BIT diffuse aussi ses produits du savoir sous licence par l'intermédiaire de plusieurs plateformes numériques de distribution et agrégateurs électroniques.

Projet de résultat

15. *Le Conseil d'administration prend note des informations contenues dans le document GB.335/INS/14(Rev.) concernant la composition de l'Organisation, les progrès de la législation internationale du travail, l'administration interne, ainsi que les publications et documents.*